

François Hollande sur RFI (et France 24, TV5) : l'interview intégrale

Samedi 7 décembre 2013 Le texte intégral de l'entretien accordé ce samedi 7 décembre 2013 par le président français, François Hollande à RFI, France 24 et TV5. Le président français était interviewé par Christophe Boisbouvier (RFI), Roselyne Febvre (France24), et Mohamed Kaci (TV5 Monde).

Le principal objectif de ce sommet est que les Africains prennent leur destin en main. Mais dans le même temps, vous envoyez des soldats en Centrafrique. Est-ce qu'il n'y a pas là une saisissante contradiction ? Vous ne voulez plus être le gendarme de l'Afrique, mais vous l'êtes encore.

François Hollande : Mais c'est parce que les Africains ne veulent plus faire appel à des forces amies, mais étrangères au continent africain, en l'occurrence la France, qu'ils veulent constituer par eux-mêmes une capacité d'action et de projection qui leur permettra demain d'assurer eux-mêmes leur sécurité. Et je leur ai dit que la France, il y avait également les autorités européennes, serait à leurs côtés pour former, équiper, accompagner cette force africaine qui, justement pourrait, dans le cas que l'on connaît la Centrafrique, et celui que nous avons vécu, le Mali, agir au nom de l'Afrique, sans qu'il soit besoin que des pays comme la France viennent leur porter assistance.

Ce n'est pas la première tentative. Vos prédécesseurs l'ont tenté. Qu'est-ce qu'il fait que cela va marcher avec vous ?

Et bien, d'abord, il y a unanimité chez les Africains. C'est la condition. Ensuite parce que les Européens, les Nations unies, sont tout à fait derrière cette initiative. Enfin, parce qu'il y a une prise de conscience. Il y a quelques années, quand il s'agissait de former les armées africaines, c'était pour soutenir des régimes qui étaient en place, le plus souvent. Ce que nous ne voulons plus. Je ne viens pas pour favoriser le maintien de tel ou tel dirigeant. En revanche, il y a des crises qui ont été révélées : terrorisme au Mali, conflits interreligieux en Centrafrique. Déstabilisation d'un Etat, chaos, massacres, violations des droits... A ce moment-là, il faut intervenir. Les armées africaines, dans la situation qu'elles connaissent aujourd'hui, ne sont pas équipées pour avoir cette efficacité que nous avons, reconnaissons-le. Nous avons montré au Mali, dans un délai très court. Et nous allons encore faire la démonstration de l'efficacité de nos soldats en Centrafrique.

Une force africaine d'action rapide dès l'année 2015, d'ici deux ans, n'est-ce pas ambitieux, voire trop ambitieux ? Le président ivoirien, Alassane Ouattara, dit par exemple que l'Union africaine, c'est 54 pays et qu'à 54, on ne démarre rien, qu'il vaut mieux organiser ça au niveau régional. Ce projet n'est-il pas une usine à gaz ?

Il a raison, le président Ouattara, de la Côte d'Ivoire. Il y a des organisations régionales en Afrique : l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, toute la partie du sud du continent. Et ces organisations peuvent avoir leurs propres forces de projection, tout cela dépendant de l'Union africaine, puisque c'est elle qui a la responsabilité de l'avenir, et donc aussi du présent, du continent. A partir de là, nous, nous avons, par exemple pour l'intervention au Mali, appuyé une force africaine. Elle existait. Celle, essentiellement, de la Cédéao, de l'Afrique de l'Ouest, et nous avons fait. Quels constats ? Qu'elle n'était pas équipée, qu'elle n'était pas préparée, et qu'elle a mis beaucoup de temps avant de venir. Et si les Français n'avaient pas été les premiers, en première ligne, les terroristes auraient gagné Bamako et déstabilisé l'ensemble de la région. Donc, ce qu'il faut, ce n'est pas simplement avoir des armées, pas simplement avoir une organisation capable de les porter, c'est d'avoir l'équipement nécessaire et la formation. Et je me suis engagé au nom de la France, et avec un financement qui pourra être européen, parce que l'Europe est à nos côtés et la France n'agit pas seule, je me suis engagé pour dire : « Nous, nous pouvons former 20 000 soldats par an en Afrique ». Et, justement, dans le sens de cette force d'action rapide, qui pourrait intervenir dans les conflits les plus graves ou dans les crises humanitaires.

Et en deux ans, c'est jouable ?

Oui, je pense que c'est jouable. Enfin, on en reparlera dans deux ans. Mais moi, je ne peux pas accepter cette situation où, si nous ne faisons rien, il y a des massacres – comme en ce moment en Centrafrique, où il y a un terrorisme. Et si la France agit, on dit : « Ah, et bien quand même, pourquoi les Africains ne l'ont pas fait et pourquoi les Européens n'ont pas suffisamment accompagné la France ? ». Moi, ma conscience morale politique et ma responsabilité, parce que la France a des liens avec l'Afrique, c'est de ne pas laisser une population être atteinte dans ses droits ou dans son intégrité physique comme c'est le cas, en ce moment, en Centrafrique.

Vous l'avez rappelé cet après-midi lors de ce sommet, 1600 soldats français sont actuellement aux côtés des 2500 soldats africains de la Misca. Dans un pays, la Centrafrique, qui est grand comme la France et la Belgique réunie, n'est-ce pas insuffisant ?

Nous étions déjà 600 en Centrafrique depuis plusieurs mois pour protéger nos ressortissants et pour garder l'aéroport. On voit bien que ça pourra être utile. J'ai décidé jeudi soir, lorsque le Conseil de sécurité a adopté la résolution mandant une force africaine, d'appuyer cette intervention. Donc, nous avons fait passer très vite les effectifs de 600 à 1000, hier soir [vendredi soir, NDLR]. Et ce soir, il y aura 1 600 soldats. Il n'y en aura pas davantage, ça suffira. Et à l'instant, j'étais avec les Africains qui étaient mobilisés sur ce sujet-là, et ils vont eux-mêmes mettre en place, dans les jours qui viennent, pas aussi rapidement que nous, 6000 hommes pour mettre la Centrafrique en sécurité. Toute la Centrafrique. Désarmer les milices, celles qui se comportent comme des bandits de grand chemin, détroussant les gens, violant des femmes, tuant des hommes dans les hôpitaux. Désarmer, et organiser la sécurité du territoire et préparer des élections. Cela, il faudra sans doute un peu plus de temps. Mais la France a fait le premier choc, le premier effet, le premier acte, qui a été de sécuriser la population. Et une fois encore, vous avez vu dans un certain nombre de villes, quand la population voit arriver des Français, des soldats français, ils sont accueillis comme des libérateurs.

A Bossangoa, il y a des soldats français ce soir ?

Il y en aura ce soir. Cette ville-là vous l'évoque parce qu'il y a des conflits qui peuvent dégénérer entre les religions.

Vous prévoyez une intervention de six mois. Est-ce que cela sera suffisant ? Le Premier ministre centrafricain, lui, dit un an. Vous disiez au Mali : « On y restera qu'un an ». On y est encore pour quelque temps. Quelles garanties pouvez-vous donner aux Français que cela ne durera que 6 mois ?

Alors, revenons sur le Mali, sur les forces qui sont en présence. Nous étions 3500-3600 il y a quelques mois, lorsque c'était le début de l'intervention. Il n'y en aura plus que 2000, de ces soldats, à la fin de l'année. Sans doute encore moins l'année prochaine. Pour la Centrafrique, j'ai dit 1600, pas davantage. Combien de temps ? Je pense que cela peut aller assez vite. Oui, en six mois, ces forces-là peuvent sécuriser. Il y en aura certaines qui resteront, 500 ou 600, mais ces soldats n'ont pas vocation à demeurer en Centrafrique. En revanche, c'est toujours la même opération, il faut que les forces africaines, mandatées par les Nations unies, puissent prendre le relais. D'où l'importance du financement. C'est une question dont nous avons discuté. Parce que quand l'ONU n'a pas reconnu une force comme « maintien de la paix », ce sont les Etats qui payent. Alors, les Africains ne peuvent pas payer –pour beaucoup – et la France ne peut pas payer pour l'ensemble de la communauté internationale. Alors, c'est l'Europe qui va assurer, pour une grande part, le financement de cette intervention : 50 millions d'euros.

Face aux forces africaines et françaises sur place, il y a les ex-rebelles de la Seleka qui ont renversé en mars dernier François Bozizé, et des forces d'auto défense, qui, au contraire, sont des partisans du président centrafricain. Ces divers combattants risquent de se fondre dans la population. Ne craignez-vous pas l'instauration d'une certaine guérilla urbaine à Bangui ?

Oui, c'est une crainte. D'où l'importance du désarmement de ces milices. S'ils se fondent dans la population, remettent leurs armes ou les cachent, ils ne seront pas dangereux pour autrui. Si en revanche, ces hommes continuent de piller, de voler, d'agresser, j'ai donné les consignes les plus claires. Ils seront, à ce moment-là, neutralisés, arrêtés et leurs armes seront bien évidemment confisquées. Et s'ils résistent, il y aura l'action de la force.

L'un des grands responsables du chaos actuel à Bangui, à Bossangoa c'est le numéro 1 des Seleka, Michel Djotodia, qui est censé rester encore au pouvoir jusqu'en 2015, jusqu'aux élections N'est pas choquant et en avez-vous parlé avec vos homologues . d'Afrique centrale lors du minisommet [qui s'est tenu samedi soir, à l'issue du sommet de l'Ellysée] ?

Les responsables de la situation centrafricaine, il y en a beaucoup. Vous avez suffisamment de mémoires et de connaissances, de ce pays, petit pays, l'un des plus pauvres du monde, pour savoir qu'il a longtemps défrayé la chronique africaine, et parfois française. Qu'il y a eu des personnages qui ont laissé leur nom dans l'histoire la plus grotesque. Donc, à partir de là, je ne veux pas individualiser la responsabilité. Mais vous avez raison, on ne peut pas laisser en place un président qui n'a rien pu faire, voir même a laissé faire. Donc, tout à l'heure, nous avons parlé avec les Africains qui se mobilisent, avec le Premier ministre qui est issu d'une coalition, bien sûr, de forces qui n'existent plus sur le terrain. Et l'idée a été, et je la soutiens, d'aller le plus vite possible vers les élections, pour qu'il y ait une autorité légitime.

Avant 2015 ?

Avant 2015. Mais pour qu'il y ait des élections, il faut qu'il y ait un état civil et une organisation. Mais j'ai confiance. On avait souri, enfin toujours les mêmes, qui sont les grincheux, qui n'arrivent pas à être satisfaits d'une opération lorsqu'elle est menée au nom de la France. La France a été capable, au Mali, non seulement d'intervenir militairement, avec les Africains, de libérer un pays, d'assurer sa souveraineté et, en plus, d'organiser des élections. Et nous avons été très vite. J'ai donné l'ordre d'intervenir au Mali le 11 janvier. Fin juillet, il y a eu une élection présidentielle. Et là, il va y avoir le deuxième tour des élections législatives. Donc, pour la Centrafrique, il n'y a pas de raison d'aller plus loin, ou plus tard, pour aller à cet objectif.

Il y a un an, l'ex-président centrafricain, François Bozizé, qui voyait arriver la menace des Seleka, avait appelé la France au secours. Il vous avait appelé au secours. Et la France a fait la sourde oreille. Est-ce qu'aujourd'hui, vous ne regrettez pas d'être obligé d'intervenir dans l'urgence ?

Je comprends parfaitement votre question. Si j'avais répondu à cette invitation, d'un président en perdition, lui-même issu d'un coup d'Etat... Qu'aurait-on dit, à juste raison ?

Que la « Françafrique » était encore là...

Oui. C'est exactement ce que vous auriez dit dans cette interview qui n'aura pas lieu. Parce que j'aurais soutenu à ce moment-là un régime, un dictateur, qui lui-même procédait d'un coup de force. Et je n'aurais pas répondu à une résolution du Conseil de sécurité et à l'appel unanime des Africains. Vous savez, là, il y a 53 pays représentés. L'Afrique en a 54. Et le 54e n'était pas invité, c'est le Zimbabwe, compte tenu de la situation là-bas et du pouvoir autocratique, pour ne pas dire davantage. Donc, les 53 pays ont salué l'initiative de la France, a soutenu la France, tout en disant : « Nous voulons préparer l'avenir et avoir une force qui puisse, demain, être capable de faire ce que nous ne pouvons pas immédiatement engager, mais que la France peut faire à notre place ». Donc, il y a l'appui du conseil de sécurité, sa résolution, l'appui des Africains, l'appui des Européens, c'est pourquoi nous pouvons intervenir. Au nord Mali, il y a deux mois, vous avez ordonné un nouvel assaut antijihadistes, dans la région de la courbe du fleuve Niger, sous le nom de code « Hyde ». N'est-ce pas l'aveu, par la France elle-même, que le jihadisme, le terrorisme, est un monstre à plusieurs têtes et que l'on n'arrive pas à en venir à bout ? Qu'il ait plusieurs têtes, ça ne fait pas de doutes. Il y a plusieurs groupes, qui parfois repoussent si on ne l'éradique pas. Et je n'ai jamais prétendu que la seule intervention au Mali, au nord Mali, allait permettre d'en terminer avec le terrorisme qui s'est installé dans une bonne partie du Sahel, et notamment au nord du Mali, jusqu'en Lybie, au sud de la Lybie. Cette opération, d'ailleurs, a donné des résultats. Et s'il y a encore une présence française en ce moment, c'est bien pour combattre les restes du terrorisme dans cette partie du territoire malien. Et vous avez suffisamment souffert, vous, comme responsables de RFI, de ce qu'est le terrorisme, pour ne pas comprendre que nous devons le combattre jusqu'au bout. Et d'ailleurs nous avons identifié ceux qui ont commis ces assassinats sur les deux journalistes.

Alors justement, vous faites référence à ce qui s'est passé le 2 novembre dernier. Nos deux confrères de Radio France Internationale, Ghislaine Dupont et Claude Verlon, assassinés après

avoir été enlevés en plein Kidal. Vous dites que des suspects ont été identifiés. Pourquoi est-ce qu'à ce jour, il n'y a toujours pas d'arrestation ?

Identifier et arrêter ce n'est pas le même acte. Mais identifier, c'est nécessaire pour arrêter. Ce sont des terroristes que nous avons déjà repérés sur d'autres actions. Et nous avons trouvé suffisamment de pièces pour les compromettre. Nous avons arrêté un certain nombre de leurs complices. La justice malienne va être saisie. La justice française l'est aussi. Donc, non seulement les enquêtes progressent, mais les opérations continuent.

Est-ce qu'il y a des chances qu'on les arrête rapidement ?

Je ne peux pas dire « rapidement ». Est-ce qu'on pourra les arrêter ? Oui.

Y a-t-il un commanditaire ?

Il y a un groupe structuré qui a donné l'ordre de l'enlèvement.

A Kidal ou à l'extérieur de Kidal ?

A l'extérieur de Kidal.

On sait qu'à ce moment, il y avait eu une polémique sur l'exercice du métier de journaliste. Est-ce qu'aujourd'hui vous donneriez un conseil aux journalistes. Faut-il continuer à aller dans des zones de conflits, quitte à prendre des risques ?

Vous savez que les deux journalistes qui ont été assassinés avaient demandé une autorisation, qui leur a été accordée d'ailleurs par l'état-major de la force africaine. Nous les avons prévenus des risques, mais vous exercez votre métier dans des zones à risques. Le conseil que nous donnons, c'est de ne plutôt pas aller là où c'est dangereux. Mais il y a aussi le principe de la liberté d'information. Après, c'est aux rédactions de savoir jusqu'où aller ou ne pas aller. Je rappelle qu'il y a aussi quatre journalistes français qui sont retenus en Syrie, comme otages, déjà depuis plusieurs mois.

Vous le disiez, l'opération militaire au Mali a été un succès. Mais au nord de Kidal, cette ville échappe toujours aux autorités maliennes. Vous avez sans doute lu avec intérêt l'interview du président malien au journal Le Monde. Ibrahim Boubacar Keïta critique la France, en disant que, dans le fond, elle soutient et ménage le MNLA, les Touaregs, pour l'aider dans les prises d'otages. Que lui répondez-vous aujourd'hui ?

Lorsque nous avons fait l'opération au Nord Mali, et notamment à Kidal, le MNLA, ce groupe qui est un groupe qui a un moment a prétendu à l'indépendance du nord Mali, a été un auxiliaire pour la reconquête. Mais aujourd'hui, le président malien a raison. La souveraineté du territoire suppose que tout les groupes, même ceux qui ont participé à des combats contre les terroristes, déposent les armes et rentrent dans un processus politique. Il a raison. Maintenant, c'est la politique qui doit faire valoir ses droits. Il y a des élections législatives. Il y a un dialogue qui doit se faire entre les autorités du Mali, le président et le gouvernement malien et les Touaregs ou ceux qui vivent dans le nord. Ce dialogue doit se faire sans armes.

Est-ce que la France ménage les touaregs ?

La France dit qu'il est nécessaire de dialoguer, mais la France dit également que le dialogue se fait sans les armes et que les seules autorités légitimes à utiliser la force, ce sont les Maliens, c'est-à-dire le président malien.

La France est présente à la fois au Mali et en Centrafrique. Une loi de programmation militaire prévoit de réduire les effectifs de la Défense nationale de plus de 30 000 hommes d'ici 2019. Est-ce la dernière fois que la France est capable d'être sur deux fronts ?

Non. Nous avons maintenu la capacité de projection. Dans cette loi de programmation militaire, il y a trois principes fondamentaux. Un, la dissuasion nucléaire, c'est ce qui permet à la France d'être

respectée et de pouvoir répondre à toute attaque qui pourrait se faire qui menacerait notre territoire national. Le second principe, la seconde priorité, c'est d'avoir des forces qui puissent être présentes sur notre territoire et protéger la population. Et puis la troisième priorité, c'est de pouvoir se projeter, ce que nous faisons dans des opérations, hier l'Afghanistan – c'est fini puisque fin 2012, j'ai retiré l'ensemble des unités combattantes – et le Mali ou la Centrafrique. Donc, à travers cette loi de programmation militaire, les moyens seront donnés et même davantage pour cette projection. Quand je dis davantage, c'est que nous avons constaté, pour intervenir au Mali, que nous ne disposions pas d'assez d'avions de transports, de transport de matériel, de systèmes de renseignements, de drones. Donc, nous allons procéder à ce rattrapage dans la loi de programmation militaire.

Combien va coûter cette guerre en Centrafrique ? Elle est chiffrée ?

Nous pensons qu'elle ne doit rien coûter à la France, puisque je vous ai parlé d'un financement européen. Ensuite, ce sera dans le cadre d'une opération de maintien de la paix. Et donc, ce sera le système des Nations unies qui prendra en charge les frais que nous pourrions éventuellement constater dans cette opération.

L'intervention au Mali a coûté combien ?

Environ 400 ou 500 millions d'euros. Mais tout cela peut paraître beaucoup et quand on a des contraintes budgétaires, vous les connaissez, lorsqu'on demande des sacrifices aux Français, lorsque l'on renonce à certaines dépenses, beaucoup pourrait se dire : « Mais à quoi ça sert ? Pourquoi la France est-elle au Mali ? Pourquoi la France va-t-elle en Centrafrique ? » Mais nous devons nous poser une question qui va au-delà de ces chiffres, qui est : « Quel est le rôle de la France ? Quelle est la mission de la France ? Quelle est la responsabilité de la France ? Quelle est la grandeur de la France ? » C'est de pouvoir être une puissance mondiale. Et donc, assurer nos missions partout dans le monde. Cela correspond à l'idée que beaucoup de nos concitoyens se font de notre pays. Et quand on est reçu comme on est reçu, ici, à travers ce sommet élyséen, mais également dans toutes les réunions internationales où je vais, c'est grâce à nos soldats.

Vous dites que l'Europe donne de l'argent, une aide logistique, 50 millions d'euros. Mais la question et l'interrogation, c'est quand même l'isolement de la France. N'êtes-vous pas choqués de voir que c'est la France qui envoie ses soldats pour empêcher la menace jihadiste, alors que cela concerne l'Europe entière ? Cela ne vous choque-t-il pas ?

Ne soyons pas injustes à l'égard de l'Europe. Je pourrais l'être, en disant : « Pourquoi est-ce que c'est seulement des soldats français et pas d'autres nationalités, notamment européennes ? » Les Européens nous ont apporté beaucoup dans l'opération au Mali, dans la formation des forces africaines, pour l'équipement, pour le transport, pour le financement. Donc je ne vais pas, ici, blâmer nos partenaires qui se sont montrés solidaires de la même manière pour la Centrafrique. Mais je vais leur poser la question, puisque nous avons un sommet, un Conseil européen les 19 et 20 décembre à Bruxelles, qui doit traiter de l'Europe de la Défense. Je leur dirai : « Il nous faut constituer un fond financier. »

Vous allez tendre la sébile ?

Non ! Pas pour nous ! Mais un fonds financier qui permettrait, justement, de couvrir ces opérations. Mais vous savez, nous sommes dans une Europe à 28, la France a un statut particulier. Nous avons une armée, nous avons des forces et des équipements que peu de pays ont en Europe. Alors, je souhaiterais qu'ils puissent contribuer davantage, participer davantage, être dans des forces que nous pourrions mutualiser. Mais, en même temps, j'ai conscience de ce que la France représente par elle-même.

On a quand même le sentiment que les Européens se disent aussi, finalement : « Puisqu'il est aussi question d'économie dans ce sommet, que l'Afrique c'est le précarré de la France et que si elle intervient, c'est avant tout pour défendre ses intérêts économiques ». On pense par exemple aux mines d'uranium au Niger. Est-ce qu'ils n'ont pas totalement tort les Européens, s'ils pensent ça ?

Vous savez, les Européens sont conscients que l'Afrique, c'est un continent qui connaît un développement considérable, une croissance très élevée, où il y a beaucoup de projets d'infrastructures, d'accès à l'énergie, de constructions de villes. Et d'ailleurs, les Européens sont sur ce marché. Mais la France ne sert pas des intérêts, cela ne veut pas dire qu'elle ne pousse pas les entreprises françaises à être davantage sur le sol africain. Parce que, là, il y a vraiment des possibilités d'investissements. Et j'ai proposé de doubler les échanges commerciaux entre l'Afrique et la France d'ici cinq ans. Et puis on consacre aussi des aides importantes au développement. Donc, on doit en avoir aussi à un moment, non pas le retour, mais la pleine utilisation pour nos entreprises. Mais je vais vous dire, quand la France intervient au Mali, il y a un intérêt ? Il y a des mines ?

Le Niger n'est pas loin...

Le Niger, mais que de toute façon nous soutenons puisqu'il y a Areva qui est présente. Et vous avez vu qu'on a raison de soutenir, puisqu'il y a des salariés d'Areva ou de Vinci qui peuvent être pris en otages. C'est arrivé. Mais quand nous intervenons en Centrafrique, un des pays les plus pauvres du monde, ce n'est pas pour aller mettre la main sur ses mines, c'est bien parce que nous avons une conscience. Et les Français doivent être fiers, fiers de pouvoir justement intervenir là où nous n'avons pas d'intérêts, simplement de sauver des vies.

Il y a deux jours, le dernier géant du XXe siècle nous a quittés. Dans l'hommage que vous avez rendu à Nelson Mandela, vous avez souligné le fait que le Mandela président avait gardé la même simplicité, la même modestie, que le Mandela de Robben Island. Mandela ne s'est pas accroché au pouvoir. Est-ce que vous pensez que les chefs d'Etat, parmi lesquelles certains étaient avec vous aujourd'hui qui sont au pouvoir depuis plus de 20 ans, devraient s'inspirer de Mandela et ne pas s'accrocher ?

Cela ne vaut pas que pour les chefs d'Etat africains. Il y en a d'autres qui s'accrochent au pouvoir ou dans d'autres situations politiques. Mais c'est vrai que Mandela a donné une leçon, d'abord, de comportement et de vie : 27 ans en prison, tenir bon puis ensuite négocier, sans rien perdre de sa dignité et être capable de pardonner, de tendre la main à ceux qui l'avaient opprimé et après, enfin, gouverner. Et, l'âge venant, laisser la place, tout en n'essayant pas de continuer à diriger les affaires de loin ou caché derrière la coulisse. Oui, c'est une belle leçon qu'il a donnée et je pense que les Africains, et pas seulement les Africains, tous les dirigeants politiques qui ont eu des mots tout à fait exceptionnels pour saluer une personnalité elle-même exceptionnelle, devraient avoir des leçons à tirer pour eux-mêmes. Je le leur dis, et puis je l'applique à moi-même. Parce qu'il faut toujours commencer par soi-même. Il faut toujours montrer une simplicité, une modestie, ce qui ne veut pas dire un manque d'ambition. C'est ça, la force de Mandela, c'est ce charisme qu'il avait tout en étant bon. On dit souvent qu'il faut montrer de la force, de l'autorité. Il avait une autorité qui n'avait pas besoin de s'affirmer dans une brutalité. Cela vaut pour beaucoup de dirigeants.

Et pour vous-même peut-être aussi ? Sur les reproches qui vous sont faits parfois sur l'autorité ?

Je ne sais pas, je n'ai pas besoin d'être brutal. Mais en même temps, il faut essayer d'être conscient de ce que vivent les autres et de vivre, autant que possible, avec les autres.

Beaucoup disent que, dans le fond, il y a deux François Hollande. Celui qui décide, qui tranche sur la scène internationale, qui prend des risques. Et puis, il y a François Hollande qui est, sur la scène intérieure, un peu plus hésitant, un peu plus tâtonnant sur sa ligne économique et sociale. Comment analysez-vous ces critiques ?

Avec sourire. C'est-à-dire que sur la scène intérieure, je ne cesse de décider. Parfois ce n'est pas facile pour, par exemple, rétablir des comptes publics, pour prendre des mesures en faveur des entreprises pour leur compétitivité. Ce n'est pas facile de prendre des décisions qui peuvent parfois être douloureusement vécues, telle ou telle augmentation de prélèvement. Mais qu'est-ce qui m'importe ? C'est l'intérêt de la France. Et j'ai donc la même attitude pour la politique étrangère que pour la politique intérieure : l'intérêt de la France.

Vous êtes le même ?

Oui, et je prends aussi vite les décisions pour la politique étrangère, avec ce que ça peut avoir comme conséquences - c'est-à-dire la vie de nos soldats-, que pour les Français, avec ce que ça a comme conséquences, la vie de nos concitoyens. Et moi, j'aurai à rendre des comptes de toute manière. Et il n'y a pas de différences, vous savez, entre la politique étrangère et la politique intérieure. On la mène avec des valeurs.

Vous êtes seuls sur la politique étrangère, vous êtes seul à décider.

On est toujours seul ! C'est une vue de l'esprit de penser... Bien sûr qu'il y a une majorité, bien sûr qu'il y a...

Oui, mais vous êtes seul à décider s'il y a une guerre en Centrafrique ou au Mali, personne d'autre.

Oui, mais c'est la fonction du chef d'Etat. C'est ce qui fait qu'il y a un président de la République élu au suffrage universel par les Français ? C'est pour lui donner la possibilité, la capacité, d'intervenir vite. Vous savez, quand il y a eu la Syrie, qui a été un moment dans tous les esprits, et il y a eu une possibilité d'agir...

Vous vouliez vous passer de l'ONU, vous.

Enfin, j'ai pensé qu'on ne pouvait pas accepter qu'un régime, par ailleurs dictatorial, utilise des armes chimiques. Donc, oui, j'étais prêt à intervenir.

Il y a les rebelles, aussi, qui peuvent les utiliser...

Mais c'était un risque, bien sûr. C'est pour ça qu'il fallait les détruire. Mais, un moment, il s'est posé la question : « Est-ce que le Parlement devait être consulté ? » Informé, oui. D'ailleurs, pour la Centrafrique, il sera informé dès mardi. Mais pour la Syrie, bien sûr qu'il a été informé. Mais s'il avait fallu décider, j'aurais décidé. Même si, je le savais, beaucoup de Français n'étaient pas favorables. Il y a un moment, il faut prendre des décisions, même quand c'est impopulaire.

Si vous le permettez, avant de vous remercier, une dernière question toute simple. Comment va votre santé ?

Et bien écoutez, on ne devrait même pas poser cette question, puisque mes bulletins de santé depuis que je suis ici à l'Elysée ont été publiés. Il y en aura un prochainement, au mois de janvier. Mais je vais bien et j'assume mes fonctions sans le moindre doute qu'il y ait à avoir sur ma santé. On peut me faire toutes les critiques, tous les reproches, sauf sur mon état de santé.

On dit que ça vous a fait rire cette polémique.

Oui, parce qu'elle n'avait pas beaucoup de sens. Enfin, je respecte toutes les informations qui peuvent être livrées. Mais enfin il y a quand même une part d'intimité qui n'a pas forcément à être exhibée. Bref, c'était une opération, bénigne d'ailleurs, que j'avais eu il y a plus de deux ans et qui n'a eu aucune suite médicale. Donc, je n'ai aucun traitement, je vais bien et je peux donc être pleinement dans ces fonctions.

François Hollande sur RFI: «Nous allons faire la démonstration de l'efficacité de nos forces»



François Hollande, à l'Élysée, lors de l'interview accordée à RFI, France 24 et TV5 à l'issue du Sommet de l'Élysée, ce samedi 7 décembre. RFI / Pierre René-Worms

Par RFI - dimanche 08 décembre 2013 à 02:47

Le président français, François Hollande, a accordé ce samedi 7 décembre un entretien exclusif à RFI, TV5 Monde et France 24, à l'issue du Sommet de l'Élysée pour la paix et la sécurité en Afrique, qui s'est tenu ces deux derniers jours à Paris. Il a notamment évoqué la République centrafricaine, le Mali, l'annonce de la création d'une force africaine d'intervention rapide et la situation des otages français.

Sur la République centrafricaine

« *Nous allons, encore, faire la démonstration de l'efficacité de nos forces, en Centrafrique* », a affirmé François Hollande. Invoquant sa « *conscience morale* », ainsi que le fait que « *la France a des liens avec l'Afrique* » pour justifier sa décision d'intervenir en République centrafricaine, il a confirmé que le contingent français avait été porté à 1 600 hommes, ce samedi soir, au lieu des 1 200 prévus initialement. « *Il n'y en aura pas davantage, cela suffira* », a-t-il insisté.

Il a également salué la décision de l'Union africaine de porter à 6 000 le nombre d'hommes au sein de la Miska, la force internationale africaine. Il s'agit de « *désarmer et d'organiser la sécurité du territoire* », en vue de « *préparer des élections* ».

Le président français a par ailleurs affirmé que les forces françaises n'avaient pas vocation à rester sur le long terme. « *En six mois, ces forces peuvent sécuriser le pays* », a-t-il jugé.

Interrogé sur le statut de Michel Djotodia, le président autoproclamé de la République centrafricaine, le président français s'est montré très abrupte : « *On ne peut pas laisser en place un président qui n'a rien pu faire et qui a même laissé faire.* »

Sur le Mali

Il a également réagi aux propos d'Ibrahim Boubacar Keïta, le président malien, qui, dans un [entretien au journal Le Monde](#), a accusé la communauté internationale - et notamment la France - d'« *obliger le Mali à négocier avec un groupe armé.* »

« *La France dit qu'il est nécessaire de dialoguer, et que le dialogue ne se fait pas par les armes* », a déclaré François Hollande, insistant sur le fait que « *la souveraineté du territoire [malien, ndr],*

suppose que tous les groupes, même ceux qui ont participé à la lutte contre les terroristes, déposent les armes ».

Sur la force africaine rapide d'intervention

François Hollande est revenu sur l'une des principales annonces de ce sommet de l'Élysée pour la paix et la sécurité, à savoir la création d'une force africaine d'intervention rapide. Il a confirmé la proposition de la France de former 20 000 soldats. Il a également confirmé que l'Union européenne financera ce programme à hauteur de « 50 millions d'euros ».

Interpellé sur les doutes exprimés, notamment par Alassane Ouattara, le président ivoirien, sur l'efficacité réelle d'une telle force internationale africaine, il a assuré que ce futur dispositif reposera « sur les organisations régionales » préexistantes.

« Ces organisations peuvent avoir leurs propres forces de projection, tout cela dépendant de l'Union africaine », a-t-il précisé, mais pour évoquer aussitôt la force africaine présente au Mali, avant l'opération Serval. Une force placée sous l'égide de la Cédéao qui « n'était pas préparée, n'était pas équipée, et [qui] a mis beaucoup de temps avant d'arriver », assène le président français.

Sur les otages français

Les auteurs de l'enlèvement et du meurtre de nos confrères Ghislaine Dupont et Claude Verlon, le 2 novembre dernier à Kidal, dans le nord du Mali, ont été « identifiés », a assuré le président français. « Ce sont des terroristes que nous avons identifiés sur d'autres actions », a-t-il précisé, sans donner plus de détails sur l'identité de ces individus. Il a cependant assuré que ceux-ci « seront arrêtés ».

Il a rappelé par ailleurs que « quatre journalistes français sont actuellement retenus en otage en Syrie ». Affichant sa volonté de respecter « le principe de la liberté d'information », il a cependant souligné qu'« ensuite, c'est aux rédactions de savoir jusqu'où on peut aller ».

Il a par ailleurs rapporté que lorsqu'il a rencontré les otages qui ont retrouvé la liberté ces derniers mois, « tous ont dit qu'ils écoutaient RFI », une radio avec laquelle « ils avaient un lien particulier ». En République centrafricaine, « aujourd'hui, la seule radio que peuvent écouter [les Centrafricains, NDLR], c'est la votre », a-t-il souligné, s'adressant à Christophe Boisbouvier.

Sur la capacité militaire de la France

Interrogé sur la baisse des moyens de la Défense française, suite à la dernière loi de programmation militaire, François Hollande a assuré que la France avait « maintenu [sa] capacité de projection ».